

Objekttyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Les intérêts du Jura : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts du Jura**

Band (Jahr): **49 (1978)**

Heft 5: **Formation et protection de la jeunesse**

PDF erstellt am: **16.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

P34

LES INTÉRÊTS DU JURA

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU JURA
Chambre d'économie et d'utilité publique

XLIX^e ANNÉE
Paraît une fois par mois
N° 5 Mai 1978

SOMMAIRE

Le nouveau droit de filiation : Office cantonal des mineurs (113) ; **Situation professionnelle des élèves en fin de scolarité** : T. Poirier, conseillère d'orientation (120) ; **Chronique économique** : l'indice suisse des prix à la consommation à fin avril 1978 (135).

Le nouveau droit de filiation

Exposé présenté lors du cours d'introduction au nouveau droit de filiation

L'exposé qui suit, tend à donner un aperçu général des innovations apportées par le nouveau droit de la filiation qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1978. Il se limite à résumer les points essentiels en respectant en principe l'ordre suivi par le texte légal.

A titre de remarque générale, il faut rappeler que le but principal de la révision du droit de la filiation était de supprimer la situation discriminatoire réservée par la loi à l'enfant illégitime. On s'est efforcé d'y parvenir en supprimant la distinction traditionnelle faite entre l'enfant légitime et l'enfant illégitime et la remplaçant par le principe de l'unité de la filiation. Cela n'empêchera certes pas, à l'avenir, l'emploi dans le langage courant, des expressions « légitime » ou « illégitime », d'autant moins d'ailleurs que la loi n'apporte pas d'expression alternative réellement utilisable. Il est en

effet fort peu vraisemblable que des expressions comme « enfant de parents non mariés » ou « enfant d'une mère non mariée avec le père » s'introduisent dans le langage de tous les jours.

Sur le plan de la technique législative, on constate que le nouveau droit de la filiation est divisé par le Code civil en deux titres. Le nouveau titre septième (art. 252 à 269 c) traite « de l'établissement de la filiation », qui est réglé dans quatre chapitres. Le nouveau titre huitième (art. 270 à 327) traite « des effets de la filiation », en quatre chapitres également. En outre, plusieurs articles du Code civil, du titre final du Code civil, de la loi fédérale sur les rapports de droit civil des citoyens établis ou en séjour, de la loi fédérale sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse ainsi que d'autres lois encore ont été modifiées.

I. De l'établissement de la filiation (titre septième)

A titre de remarque préliminaire, il faut relever en résumé que la constatation de la filiation à l'égard du père est deve-

nue plus facile. Cela découle de l'établissement direct de la filiation par la présomption découlant du mariage, par